

Sommaire

- 1. Communications
- 2. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques
- 5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
  - *Prise en considération*
- 3. Ordre du jour
- 4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5797** - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 26.10.2007

2) **5798** - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un Espace Aérien Européen Commun (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 31.10.2007

3) **5799** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

4) **5801** - Projet de loi 1) portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934; 2) portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant; 3) portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2007

5) **5802** - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - le Code du

Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 07.11.2007

3. En date du 23 octobre 2007 l'Association professionnelle des éducateurs/trices gradué-e-s a remis la pétition N°285 revendiquant l'égalité pour toutes les carrières de niveau BAC+3.

4. L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), Région Europe, s'est réunie à Skopje (ARY de Macédoine) du 22 au 26 octobre 2007. Les travaux ont porté sur les thèmes «La Francophonie et les dispositifs de promotion des langues européennes» et «Politiques migratoires dans l'espace francophone européen». Le Luxembourg fut représenté par M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, et M. Michel Wolter, Député.

5. Par lettre du 24 octobre 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a envoyé au Président de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 24 au 27 septembre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Panama sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République kirghize sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume hachémite de Jordanie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'État d'Israël;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République de Bulgarie et de la Roumanie, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne;

- résolution sur la feuille de route pour les sources d'énergie renouvelables en Europe;

- résolution sur «Vers une politique étrangère européenne commune dans le domaine de l'énergie»;

- résolution sur le programme d'action relatif à l'immigration légale;

- résolution sur les priorités politiques dans le cadre de la lutte contre l'immigration;

- clandestine de ressortissants de pays tiers;

- résolution sur «i2010: Vers une bibliothèque numérique européenne»;

- résolution sur l'efficacité et l'équité des systèmes européens d'éducation et de formation;

- résolution sur un moratoire universel sur la peine de mort;

- résolution sur l'application de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

- résolution sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne - 2007.

Par lettre du 25 octobre 2007 il lui a encore fait parvenir les documents adoptés au cours de la période de session du 10 au 11 octobre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et des représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant la conclusion de l'accord sur les services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part;

- résolution sur la situation humanitaire à Gaza;

- résolution sur les meurtres de femmes (féminicides) au Mexique et en Amérique centrale et le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre ce phénomène;

- résolution sur les répercussions de l'accord conclu entre la Communauté, des États membres et Philip Morris sur le renforcement de la lutte contre la fraude et la contrebande de cigarettes et les progrès dans l'application des recommandations de la commission d'enquête du Parlement sur le régime de transit communautaire;

- résolution sur un plan d'action pour renforcer les capacités, l'efficacité et la sécurité des aéroports en Europe.

2. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu

Esou wéi den Artikel 63.- (1) vum Chamberreglement et virgesäit, froen ech d'Chamber, ob se sech definitiv fir d'Prise en considération vun zwou Proposition-de-loien ausschwätzt, an zwar d'Proposition de loi 5700 portant réglementation du financement des partis politiques, déi den 13. März 2007 vun den Häre Bausch, Schank, Bodry, Meisch a Mehlen déposéiert gouf, an d'Proposition de loi 5283 relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu, déi den 10. Februar 2004 vum Här Jean-Paul Rippinger déposéiert gouf.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass esou et décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg héiere mer d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vun der Regierung; muer um hallwer dräi féiert d'Chamber eng Debatt iwwert dës Deklaratioun, dat nom Modell 2, an uschléissend diskutéiere mer nach iwwert d'Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Stroumversuergung.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass esou et décidéiert.

Mir kommen elo zur Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Den Här Ausseminister Asselborn huet d'Wuert.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

» M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer, wéi ech hei virun lech stoung, hunn ech gesot, dass 2007 ee wichtegt Joer fir d'Europäesch Unioun géif ginn, e Joer, wou d'Jalonë misste gesat ginn, fir dass den Integrationsprozess weidergeet, fir dass d'Unioun sech weiderentwéckelt, e Joer, wou mir mat gemeinsamen Ambitiounen d'Zukunft vun Europa gestalte missten.

Ech menge soen ze kënnen, dass déi Jalon-en iwwert déi lescht Méint gesat gi sinn, dass mer mam Accord zu Lissabon nees no vir kënnen kucken an eis voll a ganz den Erausforderungen unhuele kënnen, déi sech um europäeschen, mä och um internationale Plang stellen.

Sécherheet, Klimawandel, Aarmut an der Welt, Migratioun, nohalteg Entwécklung: All dës Froe werfen Erausforderungen op, deene mir eis stelle müssen, no bannen an no baussen.

An dat kënnen mer an Europa nëmmen zesummen!

Nëmmen zesummen, an engem staarken Europa an duerch e staarkt Europa, kënnen mir d'Globaliséierung matgestalten an aus Erausforderungen Opportunitéite schafen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir dat staarkt Europa ze hunn, dat mir brauchen, fir proaktiv d'Globaliséierung op eis Manéier ze konzipéieren, war et wichteg, dass mir eis zu Lissabon d'Dier opgemaach hunn, fir den 1. Januar 2009 een neie Vertrag kënnen ze hunn.

Gewësse Kompromësser waren néideg, fir zu 27 nei starten ze kënnen. Trotzdeem huet den neie Vertrag vu Lissabon awer déi wichtigst Elementer vun dëser reorganisierter Form bäibehalen, an hien enthält all fundamental Innovatiounen vum Verfassungsvertrag, souwuel am institutionelle Beräich wéi och an de Politiken.

Dës Chamber huet schonns d'Haaptelementer vum Kompromëss duergestallt kritt vum Premierminister an och hir Meinung dozou ausgedréckt. Ech géif awer hei nach gäre ganz kuerz déi méi politesch Bedeutung vu verschiddenen Neierungen ënnersträichen.

Dee Vertrag, deen den 13. Dezember an der portugisescher Hauptstadt ënnerschriwwen gëtt, schaaft eng Unioun, déi all Politike begräift, an dat mat enger eenzeger juristescher Personalitéit. Dat ass symbolesch immens wichteg, mä och formell, well duerch deen Akt kann d'Unioun an den internationalen Institutionen ganz anescht handelen an optrieden. D'Unioun kann als solch internationalen Organisationen bäi-